AFRIQUES EN LUTTE

Bulletin d'information
du groupe de travail
«Afriques en lutte»

n°31– Hiver 2016

Prix libre

Édito

Développement durable de la pauvreté en Afrique

Historique donc l'accord adopté le 12 décembre 2015 par l'ensemble des 195 pays présents à la COP 21. Les pays capitalistes après avoir contribué pendant des années aux émissions de gaz à effet de serre se rappellent tout à coup que la terre n'en peut plus. Les pays émergents comme l'Inde ont rappelé que leur développement ne pouvait être mis entre parenthèse parce que les pays développés sont devenus conscients du danger qui nous guette tous. Il s'agit là d'un consensus et uniquement d'un consensus mais tout le monde sait que le véritable problème est le capitalisme qui est prêt à vendre père et mère pour engranger encore et toujours plus d'argent pour les actionnaires.

Les pays africains n'ont pas eu leur mot à dire. Subissant les effets néfastes du capitalisme international depuis des siècles, ils sont aujourd'hui invités à suivre la vague de bonne conscience. Mais COP 21 ou pas, la misère y est toujours durable et l'exploitation des pays capitalistes intenses.

Afriques en lutte soutient évidemment une approche écologique prenant en compte l'intérêt des hommes et la préservation de la nature mais encore une fois, rappelle que les capitalistes n'ont jamais été altruistes et que la préservation de notre espèce n'a jamais fait le poids devant leur appétit d'espèces sonnantes.

Moulzo

SOMMAIRE

Edito
Développement durable de la pauvreté

Brèves
Afrique du sud – RDV – Mauritanie -

Nouvelles du Continent
Djibouti : vers le tout répressif
Sahara occidental: on colonise !
Nigéria : comment le changement climatique détruit des vies

Françafrique
Les origines de la Françafrique par ROAPE

Dossier Franc CFA
70 ans, ça suffit !
Interview d'Amzat Boukari-Yabara

Culture
Capitaine Sankara

AFRIQUE DU SUD: Victoire contre le Libéralisme.

Passée presque inaperçue dans les médias, la grève des étudiants en Afrique du Sud a pourtant été un évènement majeur. En effet cette mobilisation, contre la hausse des frais universitaires, s'est étendue à travers tout le pays et a débouché sur une victoire. Voir l'analyse détaillée de l'universitaire Patrick Bond :

http://www.afriquesenlutte.org/afrique-australe/afrique-du-sud/article/afrique-du-sud-decolonisation

---

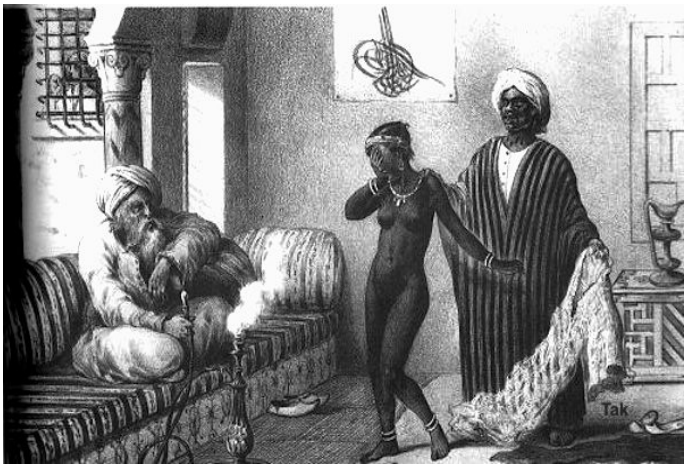
RDC : l'opposition se structure

N'ayant pas une base sociale suffisamment solide pour changer la constitution de son pays, Joseph Kabila utilise donc toutes les ficelles pour retarder les élections présidentielles et ainsi gagner quelques années de plus. Pour s'opposer à ces manœuvres, l'opposition politique et la société civile ont lancé une coalition : le Front citoyen 2016.

http://www.afriquesenlutte.org/afrique-centrale/congo-kinshasa/article/rdc-le-front-citoyen-2016-reclame

---

MAURITANIE: Situation intolérable



Nous savons que la question de l'esclavage est loin d'être réglée dans ce pays, mais les organisations de la société civile ont mis en lumière un autre scandale, celui du sort des femmes mauritaniennes qui sont actuellement victimes de réseaux qui les envoient en Arabie Saoudite où elles sont victimes de violence et de travail forcé.

http://www.afriquesenlutte.org/afrique-du-nord/mauritanie-55/article/des-centaines-de-femmes

---

MENINGES ET SYNAPSES

Commençons cette année par réfléchir ! Nous vous proposons deux textes d'analyse sur la situation économique et sociale du Continent, l'un est de Jean Nanga, responsable du secteur Afrique de la Quatrième Internationale, le second (en anglais) est celui d'Issa Shivji qui est directeur du « Nyerere Resource Centre » en Tanzanie.

http://www.afriquesenlutte.org/communiques-luttes-et-debats/livres-etudes-debats/article/nouvelle-domination-capitaliste-et

et

http://www.afriquesenlutte.org/communiques-luttes-et-debats/livres-etudes-debats/article/whither-africa-in-the-global-south

---

COPINAGE

Un nouveau numéro d' « *Aujourd'hui l'Afrique* » la revue de AFASPA - Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique- vient de sortir avec en titre *« Entre état d'urgence (climatique) et état d'urgence (sécuritaire)* »

http://www.afaspa.com/rubrique.php3?id_rubrique=18

(Re) COPINAGE

Review of African Political Economy (ROAPE) vient de rénover totalement son site. Un site à la fois d'étude universitaire, mais qui s'inscrit également dans une réflexion qui vise à nourrir les luttes pour un changement radical sur le Continent. A visiter sans modération !

http://roape.net/roape-online/

DJIBOUTI: Vers le tout répressif

L'année 2015 s'est terminée dans le sang. En effet les forces répressives de la dictature d'Ismaïl Omar Guelleh n'ont pas hésité à ouvrir le feu sur les participants à une cérémonie religieuse qui se déroulait à Buldhoqo, près de Balbala, proche de la capitale. Le bilan est de 27 morts et 150 blessés. Puis, elles ont attaqué le local de l'Union pour le salut national (USN) qui fédère plusieurs mouvements d'opposition. Trois blessés ont été hospitalisés dont le président de cette organisation

Quelques jours plus tard, c'est au tour des organisations de la société civile d'être victimes des agissements de cette dictature. C'est ainsi qu'Omar Ali Ewado, président de l'organisation de défense des droits humains (rattachée à la Fédération internationale des droits de l'homme), vient d'être emprisonné.

Cette vague répressive peut paraître inattendue, alors qu'à l'été 2014, le gouvernement manifestait son intention de renouer un dialogue avec l'opposition (regroupé dans l'USN) et permettait ainsi d'offrir une alternative politique crédible. L'USN avait donc joué le jeu et entrepris des négociations en avançant des revendications des plus démocratiques, comme le droit d'expression, l'arrêt de la répression et elle avait même accepté de mettre en sourdine l'une de ses principales revendications, à savoir la reconnaissance de leur victoire électorale aux élections législatives pour arriver à un accord sur 10 députés.

Le gouvernement de Guelleh après des hésitations, feintes ou non, mais surtout après les pressions de son clan, notamment celles du secrétaire général de la présidence, Ismaël Houssein Tani et du chef d'état-major, le général Zakaria Cheik Ibrahim[i] a fermé la porte à tout dialogue politique.

Cette fuite en avant dans le tout répressif reste le seul moyen pour Guelleh de demeurer au pouvoir, en se présentant à l'élection présidentielle pour un quatrième mandat, qu'il remportera au vu des coutumières mascarades électorales.

Une situation géographique exceptionnelle

La richesse de Djibouti est sa situation géographique. Situé d'une part sur le détroit de Bab el Mandeb, entre l'océan Indien et la mer Rouge, qui est considéré comme le quatrième point de passage maritime pour le pétrole et reste un axe majeur pour les exportations japonaises. C'est donc à partir de Djibouti que la lutte de la piraterie somalienne s'est organisée. D'autre part, près de la Somalie où sévissent les shebab et en face d'un Moyen-Orient en crise, notamment le Yémen, en proie à une guerre civile impliquant les puissances régionales, l'Iran en soutien des Houthis et l'Arabie Saoudite qui s'est lancée dans une opération militaire, « *tempête décisive* », avec des bombardements meurtriers pour la population civile.

Cette situation exceptionnelle lui a valu l'installation par bon nombre d'armées de pays riches de bases, en contrepartie de locations censées rentrer dans les caisses de l'État Au départ, on dénombrait seulement la base de l'armée française, puis au fil du temps d'autres ont vu le jour, comme celles des États-Unis, de l'Italie, de l'Allemagne et même du Japon. L'installation de ces bases militaires reste la principale source de revenus, imposant à Guelleh une certaine modération dans ses ardeurs répressives. En effet, pour les gouvernements occidentaux, il est toujours plus facile de justifier leurs liens avec un régime dont la répression se fait discrète plutôt qu'un régime, du genre Assad en Syrie, qui massacre ouvertement et à tour de bras sa population.

Manifestations à Djibouti

Mais Guelleh se sent moins obligé vis-à-vis de ses partenaires occidentaux du fait que la Chine, elle aussi, souhaite ouvrir une base militaire navale[ii], contrariant d'ailleurs amplement le Pentagone. Cette possibilité de diversification de l'offre, comme diraient les économistes, explique certainement la posture d'une dictature décomplexée de Guelleh, qui fait couler le sang et ne cache plus sa volonté de rester au pouvoir

coûte que coûte.

D'autant qu'un pays comme l'Éthiopie, qui est en train de prendre une part grandissante au niveau économique en Afrique de l'Est, souhaite développer un véritable partenariat avec Djibouti qui reste son unique débouché sur la mer. Ce partenariat se trouve renforcé par la Chine qui a déjà entrepris de multiples chantiers, comme la rénovation de la ligne de chemin de fer entre les deux pays, la construction du port minéralier de Goubet, sans parler du palais présidentiel flambant neuf.

Mais il n'est pas sûr que cette situation perdure indéfiniment tant la souffrance des habitants est grande, au niveau économique et social. La répression, la peur, les emprisonnements, les tortures, la politique ethniciste contre les Afars n'ont qu'un temps, même s'il est toujours trop long. Le seul avenir des dictatures, c'est de tomber.

Paul Martial

[i] Lettre de l'océan Indien, n°1388 du 3/10/2014

[ii] http://www.rfi.fr/afrique/20151126-chine-renforce-presence-djibouti-corne-afrique

La liberté des Sahraouis: une question qui fâche au Maroc

Durant son règne, Hassan II, monarque-dictateur-colonisateur, a érigé un mur de défense de 2700 km qui a balafré le Sahara occidental pour se protéger des attaques de l'armée de libération sahraouie. Il a aussi bouclé le pays au Nord et au Sud au moyen d'un dispositif politico-militaire qui encadrait les voyageurs en route pour la Mauritanie ; ils ne devaient pas s'égayer dans le pays au risque de constater les « bienfaits de la colonisation ». Depuis son installation sur le trône fin 1999, son successeur de fils Mohamed VI, dit M 6, homme d'affaires avant tout [1][1], s'est construit une légende de monarque jeune, moderne, réformateur… Profitant de cette annonce, au Maroc comme au Sahara occidental, les victimes de l'oppression ont poussé la porte entr'ouverte pour exprimer leur soif de liberté.

20 000 personnes campent dans le désert durant presque un mois

Des observateurs étrangers se sont alors invités aux procès de militants sahraouis devant les tribunaux marocains. C'est ainsi que je m'y suis rendue pour la première fois en novembre 2002 en compagnie d'une chargée de mission de France Libertés, pour assister à l'une des audiences du procès d'Ahmed Naciri à El Ayoun. Un périple d'une semaine nous a menées de la capitale du Sahara occidental, à Smara (la ville rebelle), Boujdour et Dakhla, où c'était la première visite de défenseurs des droits de l'homme. Nous avons recueilli plusieurs dizaines de témoignages. Ceux des travailleurs et retraités de la mine de phosphate de Boucraa, spoliés de leurs droits contractuels en 1977, quand l'Espagne a cédé 65 % de ses parts au Maroc. La section locale du Forum Vérité et Justice nous a fait rencontrer les familles des prisonniers politiques, des ancien(ne)s disparu(e)s et des familles de celles et ceux qui ne sont jamais sortis vivants des bagnes secrets. Six mois plus tard, cette organisation était expulsée de son local et dissoute par le tribunal colonial. Peu à peu d'autres étrangers sont venus, des militants et trop peu de journalistes ! *Charlie Hebdo*, *L'Humanité*, *La Croix*, mais ce fut « silence radio et télé »[2]. Quelques militants sahraouis ont pu sortir de l'enfermement du territoire occupé, en mai 2005 les jeunes se sont emparés de la rue avec l'intifada pacifique. Mais 15 d'entre eux ont disparu en décembre 2005 alors qu'ils s'apprêtaient à rejoindre les Îles Canaries, chargés de vidéos, photos et tracts de leurs actions. On ne connaît toujours pas leur sort.

Cinq ans plus tard, le Sahara occidental fut le premier des pays dits « arabes » à voir

s'exprimer un soulèvement populaire : 20 000 personnes campant dans le désert durant presque un mois. Les journalistes qui ont voulu s'y rendre se sont vu interdire l'entrée par les barrages policiers. Des militants étrangers y sont entrés clandestinement. Ils ont ramené les images. Mais de la destruction violente au petit matin du 8 novembre 2010, les médias français n'ont retenu que la mort de douze membres des forces auxiliaires. Deux ans et demi après, le tribunal militaire de Rabat condamnait sans preuve vingt-quatre militants à des peines de 20, 30 ans et perpétuité sans défrayer les chroniques.

Ces quelques années d'une timide ouverture ont permis de commencer à déconstruire l'image du pouvoir marocain, entretenue par les médias occidentaux et les dirigeants français, de Giscard d'Estaing à Sarkozy en passant par Mitterrand et Chirac. Pour sa part, le gouvernement Hollande n'a pas changé cette ligne de (mauvaise) conduite. Lors de son récent voyage au Maroc, le chef d'État accompagné d'une cohorte de ministres, d'hommes et de femmes d'affaires, sans oublier le showbiz, n'a pas abordé la question qui fâche au pays où on réprime tout ce qui relève la tête.

La France, principal soutien du régime marocain

Depuis avril 2014 ce sont plus de soixante-dix étrangers qui ont été empêchés d'entrer au Sahara occidental, dont huit enlevés et remis entre les mains de sbires inconnus pour être ramenés à Agadir. Ils et elles étaient venus en tant que militants, élus, journalistes, photographes, réalisateurs. Ils et elles étaient Espagnols, Français, Norvégiens, Suédois, Italiens, Anglais, Tunisiens, Américains, Tunisiens, Portugaise, Allemand. Une délégation de la Confédération des syndicats européens a été empêchée de venir rencontrer les syndicalistes sahraouis au cours de l'été 2015.

La sortie de militantes et de militants sahraouis du territoire est redevenue au « bon vouloir du prince ». Depuis 2014, plusieurs invités à des conférences lors de la cession du Conseil des droits de l'homme à Genève ou à la semaine de la solidarité internationale en France, se sont vu refuser leur congé, quand ils avaient un emploi, ou l'accès à l'embarquement, sans explication.

Le Maroc continue d'autre part d'exploiter illégalement les richesses naturelles d'un territoire non autonome au mépris de la législation internationale. Il peut continuer à juger et condamner des personnes revendiquant l'organisation du référendum d'autodétermination prévu dans le plan de paix de l'Onu, ratifié par les parties en 1991, pour crime de manifestation pacifique ! De ce fait, aucun observateur étranger n'a pu assister le 30 septembre au procès du jeune Salah Lebsir, 23 ans, qui milite à Smara depuis l'adolescence et qui a connu dès l'âge de 15 ans le tabassage et l'humiliation. Il vient d'être condamné à 4 ans de prison pour ses activités en faveur de l'indépendance de son pays. Il les purge dans la sinistre « prison noire » d'El Ayoun[3] [3].

C'est pourquoi il est essentiel d'interpeler et de dénoncer la complicité de la France, principal soutien du régime marocain, qui s'oppose chaque année, quand le Conseil de sécurité renouvelle le mandat de la Minurso, à ce qu'il soit étendu à la surveillance du respect des droits de l'homme. C'est la seule mission de l'ONU en Afrique qui en soit dépourvue.

Wafae Charaf : le procès se tient avant l'étude de sa plainte

2014 est décidément l'année du tour de vis pour les libertés. Après un discours enflammé du ministre de l'intérieur, l'AMDH (Association marocaine des droits de l'homme) s'est vu interdire toute activité publique, sur injonction des autorités à toutes les institutions (établissements scolaires, municipalités) de **ne pas** mettre à disposition des locaux pour les activités de l'été comme c'était le cas depuis plusieurs années où l'organisation conduisait des animations et des formations en direction des jeunes. Les privés qui acceptaient de louer des locaux étaient bien vite contactés pour y renoncer. Punition étendue à tous les jours de l'année et renouvelée naturellement en 2015.

C'est dans les locaux de l'AMDH que les deux journalistes qui réalisaient un reportage pour France 3 ont été arrêtés et expulsés *manu militari* en février 2015. Les policiers ont enfoncé la porte et jeté à terre une des femmes qui leur barraient le chemin. Caméra, téléphones, ordinateurs leur ont été confisqués. Le Quai d'Orsay a souligné qu'ils n'avaient pas reçu d'autorisation de tourner…

Wafae Charaf, qui avait porté plainte en mai

2014 pour enlèvement, et dont le procès pour allégations mensongères s'est tenu avant l'étude de sa plainte (ce qui est contraire au code de procédure pénale marocain !), s'est vue récemment exilée dans une prison à 60 km de Tanger, pour purger ses 2 ans de prison. Elle avait écopé d'un an en première instance…
Et faute politique encore plus grave pour notre pays, la France vient de se départir de sa compétence universelle pour instruire toute plainte (d'un ressortissant étranger ou français) à l'encontre d'officiels marocains, laissant le soin à la « justice » marocaine de les traiter !

Le roi du Maroc tient sous sa férule un peuple à 30 % analphabète (53 % chez les femmes). Il a un argument de poids : il se prétend représentant de Dieu sur terre.
Pour leur part, bien que très majoritairement croyants, les Sahraouis n'entrent pas dans la combine.
Décidément, Marocains et Sahraouis ont une belle lutte à mener ensemble pour se libérer de ce régime.

Michèle Decastère

[1] Selon l'hebdo *Point de vue*, sa fortune est classée cinquième sur une liste de quinze monarques : avant « l'émir du Qatar, assis sur des barils de pétrole, alors que son homologue est installé sur des mares de pauvreté et de chômage ».
[2] Olivier Quarante, journaliste indépendant qui est allé au Sahara occidental en juillet 2013, publie un site d'informations et d'analyses « Les nouvelles du Sahara » http://www.nouvellesdusahara.fr

[3] Rapport sur les conditions critiques à l'intérieur de « la prison noire », écrit par Ahmed Naciri pendant son incarcération et adressé à l'AFASPA : http://www.afaspa.com/article.php3?id_article=48

[1] Selon l'hebdo *Point de vue*, sa fortune est classée 5ème sur une liste de 15 monarques. Avant *« l'émir du Qatar, assis sur des barils de pétrole, alors que son homologue est installé sur des mares de pauvreté et de chômage »*
[2] Olivier Quarante, journaliste indépendant qui est allé au Sahara occidental en juillet 2013, publie un site d'informations et d'analyses « Les nouvelles du Sahara » http://www.nouvellesdusahara.fr

[3] Rapport sur les conditions critiques à l'intérieur de « la prison noire », écrit par Ahmed Naciri pendant son incarcération et adressé à l'AFASPA : http://www.afaspa.com/article.php3?id_article=48

NIGERIA: Les conséquences dramatiques du changement climatique

Le changement climatique est souvent vu comme quelque chose qui pourrait arriver, dans le futur. Mais il est déjà là et il détruit déjà la vie de milliers de personnes au Nigeria. Les riches bien sûr peuvent échapper à ses effets, mais invariablement c'est la classe ouvrière et les pauvres qui subissent les conséquences dramatiques du changement climatique.

Les données, collectées notamment par l'agence météorologique nigériane, révèlent que la température a augmenté de 1,1° quand les pluies, elles, ont baissé de 8,1cm depuis les 105 dernières années, à partir de 1901. Sans compter les plans d'eau asséchés, l'avancement du désert, l'érosion des côtes, le déplacement des pluies et le dérèglement pour les cultures.

Le climat global se réchauffe parce que l'humanité utilise une grande quantité de charbon, de pétrole et de gaz naturel depuis plus de 200 ans. Ces substances contiennent beaucoup de carbone et quand elles brûlent, le carbone se mélange à l'oxygène de l'air et produit le dioxyde de carbone (CO_2). Plus le dioxyde de carbone se répand dans l'atmosphère et plus il stoppe l'évacuation de la chaleur dans l'espace, ce qui provoque la hausse des températures sur terre.

Non seulement la terre devient plus chaude, mais les saisons changent ; ainsi certaines régions souffrent-elles d'un manque d'eau quand d'autres sont maintenant victimes d'inondations et de tempêtes tropicales (à l'exemple de l'ouragan Katrina qui a dévasté le Mississippi en 2005).

Lac Tchad : un déclin conjugué à l'avancée

du Sahara vers le Sud

Le lac Tchad était la plus grande étendue d'eau du continent africain et sa disparition est en train d'avoir un énorme impact sur les populations environnantes. Une des principales raisons de la pauvreté dans le Nord, et aussi du développement de Boko Haram, est le changement climatique.

Selon les Nations unies, le lac Tchad a diminué de 95 % entre 1963 et 1998. Du fait de son assèchement, la grande majorité des fermiers et des bergers ont émigré vers des régions plus vertes où ils sont en compétition pour les ressources de la terre avec d'autres communautés déjà présentes, ceci déclenchant des confrontations dans les environs de la ville de Jos et en d'autres lieux. Certains ont émigré à Kano, Abuja, Lagos et d'autres grandes villes et vivent de travaux domestiques ou de petits boulots dans l'économie informelle.

Ce qui reste des communautés sur les bords du lac Tchad, comme les Doron Baga, sont chassés par la vitesse avec laquelle le lac s'évapore. Les Doron Baga, initialement installés sur ses rives, sont maintenant à 20 km du rivage.

Le déclin du lac Tchad se conjugue avec l'avancée du Sahara vers le Sud ce qui détruit les terres arables du Nigeria. Le Sahara progresse de 10 km par an et les dunes de sable caractérisent désormais la désertification en cours d'États comme le Yobe, le Borno, le Sokoto, le Jigawa et le Katsina.

Sur les marchés urbains du Sud, à Onitsha, Enugu, Lagos, Ibadan, Ilorin, Benin et Ondo, les poissons du lac constituaient l'essentiel des ventes. Comme les prises se réduisent, les prix augmentent et les travailleurs de ces villes en souffrent tout comme les vendeurs.

En 1993, la région du lac Tchad produisait plus de la moitié du millet et plus d'un quart du sorgho du Nigeria. Évidemment la réduction de la production engendre une augmentation des prix et une plus grande pauvreté.

Un régime des pluies bouleversé

Il y a de notables changements dans la saison des pluies et les paysans ne peuvent plus prévoir les précipitations, ni savoir précisément quand il faut semer. Cela a déjà un impact sur la sécurité alimentaire, notamment dans le Sud du Nigeria où l'on pratique principalement des cultures pluviales. Les paysans qui, traditionnellement, plantent après la première ou la seconde pluie, en mars ou en avril, subissent de grosses pertes quand les pluies sont, du fait du changement climatique, retardées bien au-delà de la normale ou de la courte saison sèche (vacance d'août) qui arrive prématurément.

Les centrales hydroélectriques du Kanji, Jebba et Shiroro produisent, maintenant, beaucoup moins d'énergie du fait de l'excessive sécheresse qui réduit les volumes d'eau. Cela a un impact sur près du tiers de l'électricité produite dans le pays.

Le nombre de jours de pluie a chuté de 53 % dans le Nord-Est, par contre les précipitations ont augmenté dans le Sud entraînant des inondations et des crevasses qui ont détruit les champs, notamment dans les États de l'Edo et de l'Anambra. Un des plus grands impacts de ce changement est l'aggravation des épisodes extrêmes du climat comme la sècheresse, les inondations, les orages, les violentes bourrasques de vent, les tempêtes, les glissements de terrains, les avalanches et les tsunamis. On estime que la fréquence et la

puissance des vents et des orages ont, non seulement augmenté, mais aussi, et surtout, tué 199 personnes et détruit les propriétés à hauteur de 85 milliards de Naira (395 millions d'euros) entre 1992 et 2007.

Entre 1950 et 1970, on a enregistré une augmentation de 50 cm du niveau de la mer le long des côtes nigérianes. Les inondations de 3400 km^2 des basses terres du delta du Niger ont entraîné le déracinement de beaucoup de communautés. Le delta pourrait perdre plus de 15 000 km^2 de terre d'ici 2100. Ce qui toucherait 80 % de la population, soit 14 millions de personnes déplacées.

Mais ces changements ne sont pas inéluctables, Ils sont causés par les priorités que la société s'est donnée et peuvent donc être changés.

Les mobilisations qui ont eu lieu à l'occasion de la COP 21 de Paris en sont un début.

Drew Povey

ROAPE et AFRIQUES EN LUTTE : Travailler ensemble

La France occupe une place spécifique dans le dispositif impérialiste vis-à-vis de l'Afrique. Cette spécificité tient, notamment, aux conditions particulières du processus de décolonisation.

Confronté en Afrique à une vague puissante de lutte anticoloniale, stimulée par l'indépendance de l'Inde en 47 et la victoire de la révolution chinoise en 49, De Gaulle va mettre en place un processus de décolonisation formel. A l'exception notable de la Guinée, dirigée par Sékou Touré, l'ensemble des dirigeants africains va accepter la mainmise de l'État Français sur leur pays, ils sont donc bien loin de mériter le titre de *« père de l'indépendance de la nation »*. En effet, tous les dirigeants africains francophones de cette époque étaient plus attachés à la France qu'à leur propre pays.

Citons, à titre d'exemple, le courroux de Léon Mba[i] en apprenant que sa proposition de transformer son pays, le Gabon, en… département français n'était pas retenu par De Gaulle.

A l'image de la doctrine Monroe, qui fit de l'Amérique Latine la chasse gardée des États-Unis, la France va agir de même en se basant sur des accords bilatéraux, signés avec chacune de ses anciennes colonies africaines, qui permettront d'obtenir un asservissement militaire, économique, financier et diplomatique ; ce que l'on appellera « l'indépendance du drapeau » car la seule chose qui changera vraiment après la décolonisation.

Ainsi la France va conserver ses bases et ses conseillers militaires auprès des présidences africaines, profiter du monopole qu'elle s'est octroyée pour piller les ressources minérales, notamment le pétrole et l'uranium, conserver le Franc des Colonies Françaises d'Afrique qui deviendra le Franc de la communauté financière d'Afrique[ii].

Le système de la Françafrique

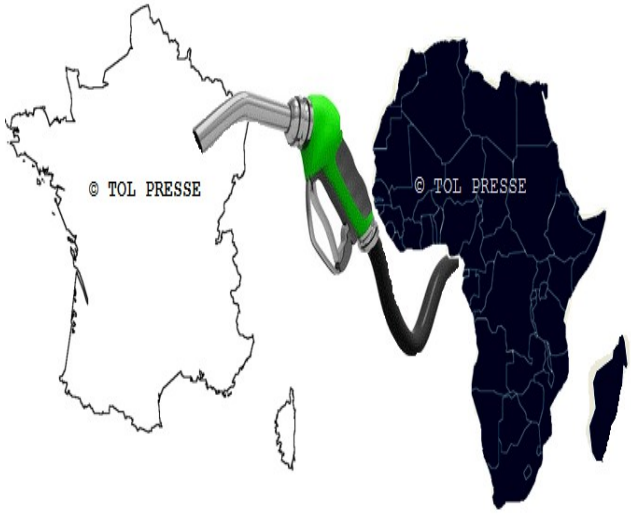
Autour de cette base va se construire un système politique particulier qui va corrompre, de manière durable, l'élite française et africaine. Cette entraide gouvernementale entre pays africains et gouvernement français va perdurer jusqu'à nos jours. En échange d'un soutien inconditionnel de sa politique, le gouvernement français va soutenir les dictatures africaines. Ainsi, et c'est un cas unique dans le monde, la France va procéder à plus d'une cinquantaine d'interventions militaires en Afrique, essentiellement en soutien aux dictatures en place.

Cette politique va aussi permettre aux multinationales françaises, comme Total, AREVA, le groupe Bolloré, etc., de pouvoir prospérer sur le Continent. Parallèlement, les pouvoirs africains vont financer les hommes politiques qu'ils soient de droite ou de gauche entraînant une corruption généralisée du système.

Une division du travail dans la défense de

l'ordre mondiale.

Sa connaissance du terrain, sa forte présence militaire, faisait de la France le point d'appui idéal de la lutte contre le communisme et les mouvements nationalistes des pays dominés à l'époque de la guerre froide. Ainsi la France va s'illustrer dans les opérations de maintien de l'ordre contre les mouvements populaires : Au Tchad en guerre contre Kadhafi, au Cameroun contre l'UPC[iii], sans parler des opérations aux Comores en soutien à l'Apartheid qui sévissait en Afrique du Sud.



Après la chute du mur de Berlin, la France reste sur le devant de la scène en Afrique pour tenter d'imposer ses solutions aux crises politiques et militaires, que cela soit au Rwanda, au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Mali ou en Centrafrique. Elle devient un point clef de la lutte contre le djihadisme en Afrique, notamment avec l'opération Barkhane.

Un consensus néo colonial

La pérennité de la politique française en Afrique s'explique par le consensus entre la droite et une grande partie de la gauche. D'ailleurs historiquement, c'est la gauche qui a été la plus favorable au colonialisme avec l'argument d'apporter la civilisation aux peuples indigènes.

Lors de l'intervention française en République de Centrafrique, tous les députés du Front de Gauche, l'organisation la plus à gauche qui soit représentée à l'Assemblée Nationale, ont voté pour. L'argument d'une intervention militaire humanitaire a balayé toute la réflexion sur la responsabilité française dans ce pays, notamment son soutien aux différents pouvoirs corrompus et ethnicistes[iv]. Le fait que l'armée française soit intervenue près de huit fois dans ce pays, depuis 1960, montre à lui seul la faillite de ce type de politique. S'il devait y avoir une intervention militaire, pour mettre fin aux conflits entre les populations exacerbées par des dirigeants centrafricains que la France a soutenu à bout de bras, ce n'est certainement pas à cette dernière de mener cette opération.

« Afriques en lutte » au service de la gauche radicale

Cette longue entrée en matière a pour but d'essayer d'expliquer l'importance qu'il y a de construire un outil qui permette d'aider à la lutte contre la politique impérialiste des puissances occidentales, notamment celle de la France en Afrique.

Dans les années 70, « Afrique en lutte » était une revue de la LCR qui lui permettait d'intervenir dans l'immigration africaine, principalement étudiante. Au fil des ans cette intervention va s'étioler au regard de l'affaiblissement de l'ensemble des organisations d'extrême gauche. L'idée de relancer une activité anti impérialiste, en direction de l'Afrique, va voir le jour dans la LCR deux ans avant que cette dernière ne participe à la naissance du NPA.

Le titre a donc été conservé en ajoutant un « S » à Afrique pour souligner sa diversité. **« Afriques en lutte »** est devenue la publication du groupe de travail Afrique du NPA.

Lorsque ce dernier est entré en crise, il a été décidé de se désaffilier du NPA afin de maintenir un cadre unitaire. Ainsi « **Afriques en lutte** » regroupe des militant(e)s, organisés ou non, dans divers mouvements de la gauche[v] et essaye d'être un outil pour tous ceux et toutes celles qui veulent intégrer, dans leur activité

militante, la lutte contre notre propre impérialisme là où il sévit le plus : En Afrique. Autour de son site internet, mis à jour quotidiennement, elle tente de faire connaître les luttes sociales, syndicales et politiques qui se déroulent sur le Continent en privilégiant les expressions des organisations africaines. Un bulletin trimestriel, diffusé en ligne à plus de 2000 personnes et en grande majorité en Afrique, revient sur les évènements en essayant d'apporter un éclairage anticapitaliste.

« Entente cordiale »

Les mouvements militants en Afrique, qu'ils soient sociaux ou politiques, sont confrontés à des problèmes nouveaux générés par une globalisation grandissante. On peut citer la spoliation des terres arables et le pillage halieutique, le réchauffement climatique, la montée des intégrismes religieux qui occupent de plus en plus l'espace de la vie publique avec des conséquences néfastes notamment pour le droit des femmes ou des homosexuel(le)s, les replis identitaires débouchant sur des tensions ethnicistes et la liste est loin d'être exhaustive.

Travailler à comprendre ces phénomènes, pour contribuer à apporter des réponses progressistes, est une nécessité pour les mouvements militants sociaux et politiques. D'autant que les bouleversements de la globalisation ont rebattus largement les cartes. Cela implique de ne pas rester chacun dans son coin, mais bien au contraire de réfléchir ensemble en construisant des multiples passerelles.

C'est dans ce cadre que la collaboration avec la **Review of African Political Economy** (ROAPE) est importante, d'abord à travers les échanges d'informations pertinentes, d'expériences de luttes et d'analyses qui contribueront à dépasser le cloisonnement hérité du colonialisme entre pays africains anglophones, francophones et lusophones.

Dans cette perspective, nous avions commencé à publier des articles provenant du monde anglophone, mais pouvoir bénéficier des réflexions théoriques et universitaires de ROAPE est évidemment un plus, ce dont nous nous réjouissons.

Paul Martial

20/11/2015

[i] http://www.rfi.fr/afrique/20100816-leon-mba-le-president-voulait-pas-independance-gabon

[ii] Pour l'Afrique de l'Ouest. Pour l'Afrique Centrale la dénomination actuelle est Franc de la Coopération Financière en Afrique centrale

[iii] Union des Populations du Cameroun, principale organisation nationaliste de ce pays.

[iv] République Centrafricaine : anatomie d'un État fantôme Rapport Afrique de Crisis Group N°136, 13 décembre 2007 Page 7

[v] http://www.afriquesenlutte.org/communiques-luttes-et-debats/livres-etudes-debats/article/afriques-en-lutte-vers-un-nouveau

FRANC CFA : 70 ans, ça suffit comme ça !

«La France est le seul pays au monde à avoir réussi l'extraordinaire exploit de faire circuler sa monnaie- rien que sa monnaie - dans des pays politiquement libres»

Joseph Tchundjang Pouemi, auteur de *Monnaie, servitude et liberté : la répression monétaire de l'Afrique*

Le 26 décembre 2015, le franc CFA aura 70 ans ! D'aucuns pensaient qu'avec la fin de l'empire colonial français, à partir des années 1950, les principaux symboles de cet empire disparaîtraient avec lui. L'exemple du franc CFA prouve le contraire.

Le franc CFA : un des piliers de l'empire colonial français

L'histoire du franc CFA est liée à celle de l'empire colonial français en Afrique. A la veille de la deuxième Guerre mondiale, la France avait décidé de renforcer son autorité sur les territoires qu'elle contrôlait outre-mer. C'est ainsi que les décrets du 28 août, et ceux du 1er et 9 septembre 1939 instituèrent un contrôle des changes entre la France et ses colonies d'une part, et entre elle et le reste du monde d'autre part. Ce fut la naissance de la Zone Franc En effet,l'inconvertibilité du franc métropolitain et la mise en place du contrôle des changes délimitèrent un espace géographique à l'intérieur duquel les monnaies demeuraient convertibles entre elles et jouissaient de règles de protection communes vis-à-vis de pays hors de la Zone.

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

La réforme monétaire du 26 décembre 1945 vit la création des francs « *des colonies françaises d'Afrique » (CFA)* et des francs *des « colonies françaises du Pacifique » (CFP)*. Après les « indépendances », le sigle CFA deviendra "*franc de la Communauté financière africaine"* pour les pays membres de la BCEAO, et *"franc de la Coopération financière en Afrique centrale"* pour les pays membres de la BEAC.70 ans après sa création, le franc CFA apparaît comme le symbole d'une souveraineté confisquée et un obstacle majeur au développement des pays africains.

La négation de la souveraineté monétaire des pays africains

Statutairement, la Conférence des chefs d'État et le Conseil des ministres des pays africains ont des pouvoirs dans le fonctionnement de la Zone Franc et la définition des politiques monétaires. Mais ces pouvoirs sont purement théoriques. En réalité, c'est la France qui décide, en dernière instance, et les pays africains se chargent de mettre en œuvre. Ce fut le cas lors de la dévaluation du franc CFA en janvier 1994. Ce changement de parité, imposé par la France avec le soutien du FMI, avait montré que le sort du franc CFA se décidait ailleurs qu'au Sénégal et au Cameroun, sièges respectifs de la BCEAO et de la BEAC.

L'ancien Premier ministre français, M. Édouard Balladur, dont le gouvernement avait imposé la dévaluation, a dit à juste raison que « ***la monnaie n'est pas un problème technique mais politique, qui tient à la souveraineté et à l'indépendance d'un pays*** ». L'épisode de janvier 1994 montré que les pays africains n'exerçaient aucune souveraineté sur le franc CFA, qui n'est pas leur monnaie, mais la monnaie de la France, mise en circulation dans ses anciennes colonies, comme le dit si bien Joseph Pouemi, cité plus haut.

Le franc CFA est un obstacle au développement

Cette absence de souveraineté explique en partie pourquoi le franc CFA est déconnecté des réalités économiques et sociales des pays africains. L'une des illustrations de cette déconnexion est la politique monétaire de la BCEAO et de la BEAC, alignée sur celle de la Banque centrale européenne (BCE), dont le credo monétariste donne la priorité à la lutte contre l'inflation. Selon l'Article 8 des Statuts de la BCEAO : **« *L'objectif principal de la politique monétaire de la Banque Centrale est***

***d'assurer la stabilité des prix… Sans préjudice de cet objectif, la Banque Centrale apporte son soutien aux politiques économiques de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), en vue d'une croissance saine et durable.* »**

Dans ce passage, on notera avec stupeur que des objectifs économiques et sociaux essentiels, comme la croissance et la création d'emploi, sont subordonnés à la « stabilité des prix », c'est à dire à la lutte contre l'inflation !

D'autre part, en contrepartie de la « garantie de convertibilité » du franc CFA par la France, la BCEAO et la BEAC sont obligées de déposer la moitié de leurs réserves de change auprès du Trésor français. Ce qui prive ainsi les pays membres d'importantes ressources financières pour investir dans leur développement. La perte de ressources est aggravée par la fuite des capitaux, rendue possible par la libre circulation des capitaux entre les pays africains et la France,une fuite jugée plus importante par rapport à plusieurs autres pays africains.

Au vu de ce qui précède, il n'est dès lors pas étonnant que les pays qui utilisent le franc CFA soient parmi les plus « pauvres » du monde, selon les classements internationaux.

L'émergence est-elle-possible avec le franc CFA ?

Selon les critères de développement définis par les Nations-Unies, 10 des 14 pays utilisant le franc CFA se trouvent dans la catégorie des « pays les moins avancé » (PMA). Ceux-ci sont caractérisés par la vulnérabilité économique et de faibles indicateurs de développement humain. C'est pour cela que dans les rapports du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), les pays de l'UEMOA et de la CEMAC sont au bas de l'indice de développement humain(IDH).

Ces classements montrent que le franc CFA n'a pas été un « atout », comme le prétendent de façon mensongère ses partisans. Les pays africains n'ont enregistré aucun des « avantages » qu'il était supposé leur apporter, comme la croissance, les flux de capitaux étrangers ou encore l'intégration sous-régionale. Au contraire, il constitue un des principaux obstacles à leur développement. C'est ce qu'avait compris le premier président de la Mauritanie, Mokhtar Ould Daddah, dont le pays a quitté le système CFA en 1972, en faveur d'une monnaie souveraine, **l'ouguiya**. Il justifiait ainsi sa décision : «***Nous savons que nous ne pouvons pas être indépendants économiquement si nous ne battons pas notre propre monnaie, si nous n'avons pas la maîtrise totale de la politique de crédit*** ».

Une des ironies de notre temps est que la plupart des pays africains qui parlent « d'émergence » sont des membres de la Zone Franc. Le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Sénégal et le Tchad, entre autres, ont leurs plans « d'émergence » ! En vérité, c'est une pure illusion de croire que ces pays peuvent se «développer » en continuant à dépendre d'une monnaie qui n'est pas la leur. L'expérience a montré que les pays qui ont « émergé » ou dits « émergents » ont la pleine souveraineté sur leur monnaie qu'ils peuvent utiliser comme un instrument-clé de politique économique. C'est le cas des « dragons » et « tigres » asiatiques, ou encore des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

Perspectives

70 ans après sa création, le franc CFA reste une des survivances les plus tenaces de la colonisation. Il est temps de le mettre au musée des antiquités et de s'engager dans une voie nouvelle. Certains Africains, qui n'arrivent pas à envisager un avenir en dehors de la France ou de l'Occident en général, continuent de penser qu'il faut encore « attendre », que nous ne « sommes pas encore prêts ». La question qu'on pourra leur poser est alors la suivante : quand « serons-nous prêts » ? Si ce n'est pas maintenant, quand ? Dans 50 ans ? Dans 100 ans ?
En vérité, il est impératif de

rompre d'avec ce système néo colonial et de recouvrer l'indispensable souveraineté monétaire sans laquelle il ne peut y avoir de développement. C'est pourquoi nous exhortons les pays membres de l'UEMOA à s'engager de manière résolue et irréversibles dans le processus devant aboutir à la création de la monnaie unique de la CEDEAO en 2020. Cela marquerait une étape décisive vers le démantèlement de la Zone Franc et la disparition du CFA.

Demba Moussa Dembélé

Économiste/Chercheur
Président de l'ARCADE
Dakar

Interview de Amzat BOUKARI-YABARA sur le franc CFA

Amzat BOUKARI-YABARA est historien et écrivain. Il est l'auteur de plusieurs articles et ouvrages d'histoire et de géopolitique africaine. Son dernier livre est *Africa Unite ! Une histoire du panafricanisme**[i]***, publié aux éditions La Découverte en 2014. Il est également l'un des animateurs de la Ligue panafricaine – Umoja (LP-U)[ii].

AFRIQUES EN LUTTE: **Bonjour Amzat BOUKARI-YABARA, pouvez-vous nous expliquer la genèse du franc CFA?**

Amzat BOUKARI-YABARA: La monnaie connue sous son acronyme CFA est le franc des colonies françaises d'Afrique. Le CFA a été créée par un décret signé le 25 décembre 1945 par le général Charles de Gaulle. La seconde guerre mondiale vient de se terminer, et la France se retrouve dans le camp des vainqueurs. Elle le doit en grande partie à la contribution militaire et économique de son empire colonial. Jusqu'en 1943, la capitale officielle de la France libre est bien Brazzaville, et c'est de là qu'en janvier 1944 le général de Gaulle organise une conférence pour annoncer que la France exclut absolument toute indépendance de ses colonies après la fin de la guerre. En juillet suivant, lors de la signature des accords de Bretton Woods, la France obtient l'inclusion parmi les monnaies reconnues du nouveau système monétaire international ce qui deviendra officiellement le CFA en décembre 1945.

Le système du CFA se met en place dans les deux blocs que sont l'AOF et l'AEF, ainsi qu'aux Comores. Le système qui permet de rapatrier les avoirs africains en France reprend le mécanisme mis en place par le régime nazi durant l'Occupation. La France imprime et injecte une somme de billets équivalent au montant des avoirs qu'elle récupère dans le cadre de l'économie coloniale. Une première faille intervient en septembre 1958, lorsque la Guinée de Sékou Touré prend son indépendance et, avec l'aide du Ghana de Kwame Nkrumah, lance sa propre monnaie. Sékou Touré lance la fameuse formule : « Nous préférons la liberté dans la pauvreté à l'esclavage dans la richesse. »

Revenu au pouvoir et inquiet de voir l'exemple guinéen faire tâche d'huile, de Gaulle réagit en faisant de la question monétaire un enjeu stratégique. Outre le sabotage des économies des pays qui sortiront du pacte monétaire (Guinée, Mali sous Modibo Keita), la signature de ces accords monétaires devient l'une des conditions de l'octroi des indépendances. Les autres conditions étaient de maintenir des accords militaires, commerciaux, diplomatiques et culturels privilégiés avec la France. Depuis, ces accords se sont renforcés en dépit du retard cumulé pour les pays africains.

AFRIQUES EN LUTTE: **Beaucoup d'économistes dénoncent le caractère inique de cette monnaie. Pouvez vous nous dire en quoi le franc CFA n'est pas du tout dans l'intérêt des pays africains qui l'utilisent comme monnaie depuis les Indépendances?**

ABY: La souveraineté d'un État se constate au niveau de sa diplomatie, sa défense et son commerce, plus précisément le commerce extérieur qui amène à échanger avec d'autres États également indépendants, et à défendre dans ce cadre-là ses intérêts. La monnaie est donc un élément d'identité nationale et un outil

de souveraineté et de reconnaissance international. Il est difficile de se développer sans avoir le contrôle de tout le circuit monétaire qui ne se résume pas à la planche à billets. Le franc CFA a été créé en 1945, ce qui veut dire que les États africains sont devenus indépendants dans un système monétaire dépendant. Par conséquent, le maintien dans le franc CFA constitue une amputation réelle de leur souveraineté.

La France a toujours défendu le CFA en disant que cette monnaie faciliterait l'intégration de ses anciennes colonies dans le commerce international, leur donnerait de la stabilité et de la confiance pour attirer les investisseurs étrangers. Inutile. Le bilan aujourd'hui est sans appel. Outre la faiblesse du commerce à l'intérieur de la zone CFA, il convient d'ajouter l'inconvertibilité du CFA entre les deux zones, celles d'Afrique de l'Ouest et celle d'Afrique centrale, qui dépendent de deux banques centrales distinctes. Le CFA d'Abidjan n'est pas accepté à Libreville et inversement. En dehors des zones, il est impossible, voire interdit de convertir du CFA dans une autre monnaie. La parité fixe avec le franc français puis l'euro empêche toute cotation du CFA. Les pays concerné ne peuvent donc avoir aucune politique monétaire en dehors des limites définies par le CFA.

AFRIQUES EN LUTTE: **Comment peut-on expliquer le maintien du franc CFA après le passage à l'euro? Pourquoi les États qui utilisent le Franc CFA ne peuvent pas créer leur propre monnaie? Est-ce si compliqué que ça surtout quand on sait que c'est la base même d'une Indépendance**?

ABY: Le mécanisme du maintien du franc CFA dans le cadre du passage à l'euro a été mis en place par Dominique Strauss Khan, qui était à l'époque le locataire de Bercy. Entre parenthèse, ce n'est peut être pas une coïncidence de voir que DSK a été évincé de son poste au FMI la même année que Kadhafi et Gbagbo dont les projets monétaires nécessitaient des interlocuteurs au fait des accords initiaux. Le FMI de Christine Lagarde a d'ailleurs reconnu les rebelles libyens comme « gouvernement » légitime avant même la mort de Kadhafi.

Bref, logiquement, on pourrait penser que le passage du franc français à l'euro aurait entraîné la fin du CFA. Néanmoins, l'euro est juste devenu la nouvelle monnaie de rattachement du CFA et du franc comorien. Pour la France, il s'agissait de garder son contrôle exclusif et privilégié sur l'économie et le budget d'une quinzaine de pays africains. Les négociations menées entre la France et la Commission Européenne incluaient en échange du maintien de la tutelle française sur le CFA une ouverture des pays de la zone CFA aux investissements européens, notamment les futurs APE.

Maintenant, les États qui utilisent le CFA ont les moyens techniques de créer leur propre monnaie, mais la volonté politique est totalement absente. Derrière la sortie du CFA, c'est toute la question de la rupture – absolument nécessaire – avec le système néocolonial. Or beaucoup de dirigeants africains refusent d'assumer leurs responsabilités ou sont ouvertement complices de cette inertie. Ceux qui ont voulu tenter ou suggérer une sortie de la zone CFA ont été soit assassinés comme le président togolais Sylvanius Olympio dès janvier 1963, soit neutralisé comme le président ivoirien Laurent Gbagbo. La question de l'indépendance est complexe et l'aspect monétaire est très sensible.

AFRIQUES EN LUTTE: **Le Sénégal, la Cote d'ivoire et plusieurs autres pays de l'Afrique de l'ouest ont signé les APE. Avec une monnaie indexée à l'euro, les états signataires ne sont ils pas de fait perdants avec de tels accords?**

ABY: De nombreux groupes de la société civile ont manifesté pour empêcher la signature des accords de partenariat économique, qui s'accompagnent d'un accord de libre-échange qui prétend ouvrir aux Africains un nouveau cycle d'aide au développement. Les Africains ne peuvent pas lutter contre les intérêts européens, et la signature de ces APE entérine un véritable suicide économique et social. Tout ce qui avait survécu aux programmes d'ajustement structurel des trois dernières décennies risque de ne pas survivre aux APE. En effet, le producteur africain et le consommateur africain ne disposent pas du

tout des mêmes moyens que leurs homologues européens (syndicats, subventions…). Les différences de revenus sont de 1 à 40 ou 50.

Par ailleurs, les APE s'inscrivent dans la lignée des accords ACP/CEE puis ACP/UE dont on a vu qu'ils n'ont pas permis aux pays africains de vendre leur production de manière équitable sur les marchés européens. La réciprocité des APE qui ouvre les marchés africains aux produits et entreprises européennes risque de conduire un peu plus à la paupérisation des Africains. Il est d'ailleurs très intéressant de voir que la signature des APE a été médiatiquement masquée par de très nombreux articles et rapports sur le mythe de l'émergence et des classes moyennes africaines.

AFRIQUES EN LUTTE: **Le franc CFA est-il comme le pense certains un outil de domination des ex-colonies au service de la France? Qu'en est-il de la participation française dans la gestion des banques centrales africaines?**

ABY: Oui, très clairement. Le franc CFA est fabriqué en France, près de Clermont-Ferrand. Les États africains ont pour obligation de placer officiellement un pourcentage de leurs avoirs sur un compte d'opérations bloqué et secret auprès du Trésor et de la Banque de France lesquels garantissent en échange la convertibilité du CFA. Le pourcentage varie, officiellement autour de 50% je crois, il semblerait qu'il soit plus proche de 80%, mais ce sont des informations qui sont classées et inaccessibles. Ce qui n'est pas pour améliorer la confiance en cette monnaie.

Ce mécanisme opaque, pour ne pas dire occulte, est contrôlé par les agents du Trésor et de la Banque de France disposant du nombre de sièges suffisants dans les conseils d'administration des trois banques centrales de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Centrale (BEAC) et des Comores (BCC) pour y bloquer toute décision contraire à leurs intérêts. Tout le mécanisme permet à la France de continuer à faire circuler dans une quinzaine de pays africains une monnaie qui est bel et bien, à l'insu des Africains et en dépit de ceux qui y portent une affection, une monnaie coloniale française.

AFRIQUES EN LUTTE**: Peut-on dire que la centralisation des réserves de changes ainsi que la parité fixe CFA-euro sont des principes qui bloquent l'économie des pays de la zone CFA et entrave la compétitivité des économies africaines dans le monde?**

ABY: Concrètement, dans un contexte où il est nécessaire de lever des fonds pour lancer de grands projets permettant de résorber le chômage de la jeunesse africaine, les pays utilisant le CFA ne sont pas en mesure de prendre des initiatives. Ils n'ont pas un accès immédiat aux avoirs déposés en France, ils n'ont pas la possibilité de dévaluer leur monnaie en fonction de la conjoncture et d'être ainsi davantage compétitifs sur les marchés internationaux. Ils n'existent même pas sur les marchés internationaux.

La situation de dépendance est telle que je ne suis pas certain que les différents ministres africains de l'économie, des finances ou du budget soient réellement au courant – au milliard près – des réserves dont disposent leur pays, et ce sans avoir à prendre un rendez-vous avec les agents parisiens de la Banque de France. La capacité des États à épargner, investir, prendre des risques, participer à l'économie et à la finance mondiale en toute connaissance de cause, est largement brimée, ainsi que toute la pensée économique africaine. Tout en sachant que cela n'empêche pas les banques françaises de jouer avec les avoirs des pays africains, ni certains dirigeants ou entreprises de faire sortir des fortunes colossales.

AFRIQUES EN LUTTE**: Quelles solutions voyez-vous pour régler la dépendance de l'Afrique vis à vis des pays impérialistes? Partenariat sud-sud? Accords au niveau africain? Création d'une monnaie africaine?**

ABY: Il convient de rappeler que les pays utilisant le CFA ne sont qu'une minorité à

l'échelle africaine, et ces anciennes colonies françaises occupent souvent les dernières places des classements de performance économique. La France se garde bien d'en faire l'écho. Beaucoup de pays africains ont leur propre monnaie, même si plusieurs sont également liés à Londres ou Washington, voire à Pékin. Le règlement de la dépendance passe par une rupture politique, économique et culturelle.

Si l'euro permet un commerce intra-européen représentant 75% du commerce au sein de la zone UE, les chiffres dans la zone CFA ne dépassent pas 15%. Des pays qui ont la même monnaie, qui partagent grosso modo le même espace culturel, qui disposent d'une continuité géographique, restent individuellement dépendants de l'étranger, alors que réellement ensemble, avec un programme d'industrialisation, de production et de consommation à l'échelle ouest-africaine ou panafricaine, ils pourraient construire leur destin. La première solution, depuis les indépendances, reste celle de l'unité africaine et du panafricanisme. Je précise que le choix de l'Union africaine de construire l'intégration à partir des cinq Communautés économiques régionales (CER) est une impasse tant qu'on ne dessert pas l'étreinte des marchés étrangers sur le continent, avec un véritable protectionnisme continental et une abolition des frontières internes. Une véritable révolution politique et culturelle panafricaine.

Il faudrait mettre fin au système de l'aide, établir un fonds de paiement et de solidarité interafricain pour faciliter les échanges économiques continentaux, donner à la diaspora un cadre d'investissement économique structuré et planifié, et revoir localement les conditions de l'austérité. Thomas Sankara avait imposé au peuple burkinabé une politique d'austérité. Pourtant, sous Sankara, les indicateurs de la santé, la culture, la jeunesse, la condition féminine et l'agriculture ont progressé. Puis Sankara a été assassiné et le Burkina Faso a embrassé une autre politique d'austérité qui a détruit une partie des acquis de la révolution sankariste. Sankara a montré qu'un peuple doit pouvoir choisir le type d'austérité conforme au destin qu'il veut se construire. L'Afrique a besoin de bonds révolutionnaires, et si une expérience sankariste avait pu avoir lieu dans des pays grands, très peuplés et regorgeant de ressources comme le Nigéria ou le Congo-Kinshasa, le continent aurait connu une transformation radicale.

Un pays très peu peuplé comme la Libye de Kadhafi avait également les moyens de lancer effectivement une révolution monétaire continentale, qui aurait été le chapitre africain d'une révolution monétaire mondiale puisque la Chine et la Russie ont également leur agenda monétaire face aux intérêts occidentaux. La guerre de Libye visait à briser tout projet de rupture, tout en s'accaparant les réserves d'or et les fonds souverains libyens afin de renflouer les banques occidentales. La destruction du plan de la future monnaie panafricaine a servi à sauver l'euro et le dollar. La question monétaire est donc une question stratégique et géopolitique qui nécessite de tâter le terrain deux fois plutôt qu'une, et à anticiper pour mieux saisir les opportunités.

AFRIQUES EN LUTTE**: Les populations africaines ont-elles conscience que le franc CFA est un outil de domination au service de la France? N'est ce pas la un véritable programme pour un parti africain qui se réclame de l'indépendance totale de l'Afrique?**

ABY: Oui, j'ai l'occasion de parler de la place de l'Afrique dans les enjeux économiques et monétaires internationaux avec la Ligue Panafricaine – Umoja (LP-U). Pendant très longtemps, les militants panafricains qui évoquaient le mécanisme du CFA étaient considérés comme des illuminés. Auteur de l'ouvrage de référence sur le mécanisme de racket du CFA, le professeur camerounais Joseph Tchundjang Pouemi a même connu une fin brutale en 1984.

Néanmoins, le sujet est de plus en plus présent dans l'opinion. Lorsque des Africains – y compris originaires de pays non concernés – découvrent le mécanisme du CFA, ils sont souvent frappés de stupeur. Comment est-ce encore possible en 2016 ? Il faut dire que le discours dominant est d'affirmer que la question du CFA est un enjeu technique réservé aux experts, ce qui permet d'écarter le citoyen lambda. Or en réalité, la

monnaie est un enjeu démocratique. Qui en Afrique ou ailleurs ne doit pas gérer son portefeuille et son budget ? Quel intérêt dans ce cas d'élire un président dont la marge de manœuvre dépendra de sa visite à Paris ? C'est là toute la stratégie de la France qui soutient davantage des profils de banquiers, d'économistes ou d'affairistes à la tête de ses anciennes colonies, et qui surveille la production critique des Africains comme le lait sur le feu.

La France est de plus en plus interpellée, et Paris ne peut pas demander à ses anciennes colonies de faire des efforts démocratiques d'un côté, et de l'autre refuser de voir que le débat sur le CFA est éminemment démocratique. Chaque année depuis 1994, à chaque élection, les rumeurs de dévaluation visent à intimider les peuples qui feraient le mauvais choix dans l'urne. La dévaluation est une mini-bombe atomique, tout comme les fameuses annulations de dette qui n'empêchent pas les Africains qui ont la chance d'avoir un travail de voir une partie de leurs revenus disparaître dans le paiement d'une dette sans fin. Croire que les pays africains peuvent s'en sortir en restant dans un système comme celui du CFA revient à vouloir atteindre la Lune en creusant un tunnel. Donc il faut travailler les conditions de la rupture.

Nos peuples sont nés dans un système monétaire qu'ils n'ont à aucun moment choisi mais dont ils subissent l'incapacité à améliorer leur quotidien. C'est en cela que l'on peut parler de servitude monétaire. Le principe d'une monnaie est de refléter l'état de l'économie d'un pays, et les résultats économiques des pays africains sont très inférieurs à leur potentiel réel. Ce n'est pas une question d'afro-optimisme ou d'afro-pessimisme, mais de pris de conscience. Comme disait Tchundjang Pouemi, « aujourd'hui, faute d'accorder aux questions monétaires l'attention qu'elles méritent, l'Afrique inflige à ses enfants et plus encore à ceux qui ne sont pas encore nés, des souffrances tout à fait gratuites. »

Propos recueillis par **Moulzo**

[i] https://lectures.revues.org/16406

[ii] http://fr.umoja-org.com/

Site d'Afriques en lutte : Les articles en lien avec le franc CFA

www.electionsafrique.org

Le Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique se réunit chaque mois depuis 2009 à Paris. Il inscrit son travail dans le sens d'un soutien aux démocrates africains et dans le sens d'une réforme profonde de la politique française. Il a participé à de nombreux événements et manifestations, et a poursuivi depuis 2009 un travail sur les élections, les processus électoraux et les fraudes. Il constitue un espace de réflexion collective grâce à ses réunions régulières, et un espace de plaidoyer et d'échanges entre partis politiques et associations, de France et d'Afrique.

Documentaire: Thomas Sankara , le portrait indulgent d'une figure légendaire

« La dette ne peut pas être remboursée parce que si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. Par contre si nous payons, c'est nous qui allons mourir[1]. »

Réalisé à partir d'images d'archives, souvent inédites, d'interviews, d'extraits d'émissions et de sons de l'époque, ce documentaire de Christophe Cupelin dresse un portrait plutôt hagiographique de Thomas Sankara, de son élection à sa mort durant les quatre ans (1983-1987) précédant le coup d'État qui mènera Blaise Compaoré à la tête du pays.

Un portrait empathique, assez peu critique, sans vraiment de recul, mais dont l'intérêt, en dehors de l'aspect purement didactique, est de mettre en lumière ce que représentait Sankara, tribun hors pair et homme politique proche du peuple, révolutionnaire anticolonialiste, féministe et écologiste, il décolonisa le nom de son pays, la Haute-Volta en Burkina Faso « le pays des hommes intègres », lutta contre l'illettrisme, le machisme, la corruption, la dépendance politique et commerciale et réclama l'annulation de la dette africaine.

Au Burkina, le capitaine Sankara est toujours une légende, il reste celui qui livra la bataille du développement, de l'éducation, de l'analphabétisme, de l'autosuffisance alimentaire, de l'émancipation des femmes, de l'accès à la culture et aux soins médicaux. Il fut l'un des premiers à parler de responsabilité planétaire, et à s'attaquer à l'impérialisme colonial jusque sur le terrain hautement miné de la Françafrique.

Le rôle pour le moins trouble d'un Mitterrand cauteleux et méprisant est esquissé. Sa petite tape sur l'épaule de Sankara qui venait de dénoncer l'hospitalité de la France envers les dictateurs africains est un condensé effrayant de paternalisme, d'autoritarisme et de froide menace.

Sankara est fascinant et Cupelin ne cache pas son admiration pour le personnage, d'un point de vie humain autant que politique, (un dirigeant modeste, généreux, enthousiaste, accessible, sportif, musicien), frôlant parfois de justesse la complaisance, ajoutant ainsi à sa dimension quasi mythique. Si le documentaire ne passe pas sous silence les zones d'ombre et les ambiguïtés de l'homme politique, il est cependant empreint d'une indulgente sympathie.

Charismatique sans démagogie, Sankara apparaît, au gré des scènes et nombreux exemples mis en avant dans ce film, comme un visionnaire brillant, passionné, engageant son pays dans un programme ambitieux de transformations sociales radicales.

Le destin tragique de celui qui voulait « parler au nom de tous les laissés-pour-compte » et à qui « rien de ce qui [était] humain n'[était] étranger » est ainsi mis en lumière par un réalisateur habité par son sujet.

Gisèle Felhendler

[1] T. Sankara, conférence des pays de l'OUA, 29 juillet 1987

Une projection du film *Thomas Sankara* sera organisée lors de la prochaine semaine anticoloniale et la projection sera suivie d'un débat avec, éventuellement, des membres du Balai Citoyen, afin de démontrer, au delà du récit historique, l'actualité de la pensée de Thomas Sankara.

http://anticolonial.net

www.afriquesenlutte.org

Afriques en lutte est un collectif de militants anticapitalistes membres ou non de plusieurs organisations politiques. Notre objectif est de diffuser, à partir d'un point de vue militant, un maximum d'informations (politiques, économiques, sociales et culturelles) sur le continent africain et sa diaspora. Déclarée depuis septembre 2015 sous la forme d'une association loi 1901, « Les amis d'Afriques en lutte » compte organiser des conférences, participer à d'autres actions et surtout permettre à une majorité de personnes de nous soutenir et/ou de nous rejoindre.

REJOIGNEZ L'ASSOCIATION « LES AMIS D'AFRIQUES EN LUTTE »

A lire: Boko Haram : Du problème nigérien à la menace régionale de Bakary SAMBE

Pour faire face à l'expansion de l'extrémisme religieux et du terrorisme, il faut préconiser la solution de la prévention par l'éducation, estime le Pr Bakary Sambe. Cet enseignant à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis et spécialiste des mouvements djihadistes donnait, jeudi dernier, une leçon inaugurale lors du lancement du Master 2 Défense, sécurité et paix du Centre des hautes études de défense et de sécurité.

Comment combattre un ennemi diffus, insaisissable et parfois intérieur ? Que doit faire une armée conventionnelle devant un mouvement non conventionnel dont l'objectif est, entre autres, déstabilisation l'État voire la destruction en vue de lui substituer un État islamique ? Trouver une réponse à ces questionnements relève aujourd'hui d'un dilemme pour toutes les armées du monde, selon le Pr Bakary Sambe qui, par ricochet, ne manque pas de se poser la question de l'efficience de la solution strictement sécuritaire contre le terrorisme et l'extrémisme. D'autant plus que, prenant l'exemple de Boko Haram, il fait observer que ce mouvement, malgré tous les moyens militaires mobilisés contre lui par une coalition de pays, continue ses exactions macabres au-delà des frontières nigérianes.

Dès lors, le nouveau défi n'est-il pas la prévention pour éviter l'intervention qui semble n'avoir pas eu les effets escomptés ? A cette question, le Pr Bakary Sambe répond par l'affirmative. « La lutte contre le terrorisme en amont avec une politique de prévention par l'éducation, le renforcement des capacités, la résorption des inégalités et la promotion d'espaces de socialisation alternatives au tout religieux, aux surenchères ethnico-confessionnelles paraîtraient plus efficaces que les formes de guerres asymétriques », argue-t-il. Cet enseignant à l'université de Saint-Louis et spécialiste des mouvements djihadistes donnait, jeudi dernier, une leçon inaugurale à l'occasion du lancement du Master 2 Défense, sécurité et paix du Centre des hautes études de défense et de sécurité.

Etant d'avis que la radicalisation est « l'enfant issu du mariage entre l'injustice et l'ignorance », le Pr Sambe invite les gouvernants africains à agir sur les orientations éducatives et les programmes favorisant une plus grande inclusion des laissés pour compte afin d'éviter un plus grand émiettement des structures sociales et étatiques. « Au regard de son enjeu et de sa corrélation avec l'expansion des idéologies djihadistes violentes, la question éducative mérite aujourd'hui une intervention étatique africain, onusien, en faisant de la prévention par la socialisation le socle de la lutte contre le radicalisme religieux et l'extrémisme violent dans les décennies à venir », ajoute-t-il.

Dans la recherche de solutions, il appelle à intégrer la dimension anthropologique et à mettre à profit les ressources culturelles africaines en termes de médiation et de socialisation alternative. « Tant qu'on va continuer à privilégier l'intervention en lieu et place de la prévention par l'éducation et la justice sociale dans des régions où l'achat d'un vieux char coûte souvent plus cher que la construction d'une école, on ne s'en sortira pas », prévient-il.

Dans un autre registre, le Pr Bakary Sambe regrette le fait que le radicalisme religieux gagne du terrain sur le continent sous plusieurs formes au moment où les gens sont restés pendant longtemps enfermés dans de vieilles grilles d'analyse rarement renouvelées sur un islam africain qui serait naturellement et durablement pacifique. Cela est d'autant plus préjudiciable que, fait-il remarquer, « les pays du Sahel souffrent toujours d'une dualité du système éducatif avec l'école officielle francophone et la multiplication d'écoles coraniques, arabes, franco-arabes ». Ce qui, aux yeux du Pr Sambe, « représente un grand danger pour ce qui est de la cohésion nationale dans le processus de la construction de l'État sous sa forme jacobine ». Et, selon lui, dans les prochaines années, il y a à craindre que le choc des extrême, islamisme radical et christianisme évangélique deviennent source de tensions ethnico-religieuses, notamment en Côte d'Ivoire, au Nigéria, au Cameroun, au Bénin et dans une moindre mesure au Sénégal. Même s'il trouve louables les efforts faits par les autorités sénégalaises notamment dans la reconnaissance du bac et l'ouverture d'une section Arabe à l'Ena pour intégrer ces arabophones, le Pr Sambe n'en estime pas moins qu'il faut faire plus.

Par Elhadji Ibrahima THIAM

Allouchka1 www.delcampe.net

"Accomplir sa mission quand l'histoire nous convoque est la seule chose qui compte et qui n'a pas de prix." MADIBA